Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 9 janvier 2013 en vue de l'ouverture de trois crédits d'un montant total de 6 198 500 francs net, à savoir:

- un crédit brut de 6 193 500 francs, dont à déduire une subvention du Fonds énergie des collectivités de 150 000 francs, soit un crédit net de 6 043 500 francs destiné à la réalisation d'un niveau supplémentaire à l'espace de vie enfantine, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;**
- un crédit brut de 290 000 francs financé intégralement par le Fonds énergie et climat de la Ville de Genève, soit un crédit net de 0 franc destiné à l'équipement d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment surélevé, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;**
- un crédit de 155 000 francs destiné à l'équipement en mobilier et jeux ainsi qu'en matériel informatique et téléphonie pour la réalisation d'un niveau supplémentaire à l'espace de vie enfantine, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève.**

Rapport de M. Rémy Burri.

La proposition PR-1013 a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions le 20 février 2013. La commission s'est réunie trois fois pour traiter le sujet, à savoir les 10 avril, 8 et 22 mai 2013, sous la présidence de M. Alain de Kalbermatten. Les notes des séances ont été prises par M. Jorge Gajardo Muñoz, qu'il en soit sincèrement remercié.

Séance du 10 avril 2013

Audition de M. Philippe Meylan, chef de la Direction du patrimoine bâti (DPBA), de M^{me} Christina Beck, responsable du dossier au DPBA, de M. Franck Petit-pierre, mandataire du bureau d'architectes MPH à Lausanne, de M^{me} Isabelle

Charollais, codirectrice du département des constructions et de l'aménagement (DCA), et de M^{me} Sandra Capeder, cheffe du Service de la petite enfance (SDPE)

Présentation de la PR-1013

M. Meylan présente la proposition PR-1013. L'étude et la réalisation du projet ont été confiées au même mandataire, le bureau lausannois MPH, qui a été chargé de la conception du bâtiment actuel de la crèche de la place De-Châteaubriand 2. Outre la création d'un niveau supplémentaire, qui permettra d'augmenter la capacité d'accueil de la crèche, le projet vise aussi, avec l'aide de subventions cantonales, à accroître ses performances énergétiques, avec l'installation d'une centrale photovoltaïque sur la nouvelle toiture.

M. Petitpierre explique que la surélévation s'inscrit dans le contexte de la fermeture de la crèche du Lac et de l'ouverture de la nouvelle institution du Foyer de Sécheron, qui a permis de compenser seulement partiellement les places perdues dans le bâtiment William-Rappard. La surélévation de Châteaubriand permettra de créer 62 nouvelles places, faisant ainsi passer sa capacité de 75 à 137. Il rappelle que la demande est très forte dans le secteur de Pâquis-Sécheron. Ce projet permettra de satisfaire, en grande partie, ces besoins.

Sur le plan architectural, le nouveau niveau de Châteaubriand sera surmonté d'une toiture en dent de scie afin d'optimiser l'orientation des panneaux photovoltaïques. Le projet prévoit certaines modifications dans l'organisation des espaces du niveau inférieur. Le local à poussettes sera agrandi, une chaufferie alimentée par une pompe à chaleur (PAC) prendra place dans l'actuel local technique, un économat avec frigos et congélateurs sera créé. La crèche de dépannage, qui peut accueillir jusqu'à 45 enfants, restera aux rez, alors que la plupart des espaces de vie seront placés à l'étage (bébés, petits, moyens, grands). L'étage accueillera également une buanderie, déplacée du rez avec le bureau de direction et les espaces de colloque et de pause.

M. Meylan expose le concept énergétique du projet, en soulignant que le bâtiment sera non seulement autonome mais produira lui-même de l'électricité, qui sera réinjectée dans le réseau électrique ordinaire. Le volet énergétique du projet sera entièrement financé par des subventions.

M. Meylan termine en évoquant le calendrier de travaux et la coordination avec le SDPE. Il explique que le chantier durera 15 mois.

M^{me} Capeder explique que la situation de la disponibilité de places de crèche dans le quartier des Pâquis continue à être problématique. Le Bureau d'information sur la petite enfance (BIPE) traite chaque année 257 dossiers provenant du secteur des Pâquis et de Sécheron. Après l'ouverture de la crèche Rothschild, il manquera encore 130 places. La surélévation de la crèche de Châteaubriand permettra donc de répondre à un besoin avéré.

Au sujet de la coordination entre le déménagement de la crèche et les travaux, M^{me} Capeder est d'avis qu'elle s'annonce compliquée. A ce propos, l'option de louer des pavillons provisoires pendant le chantier devra sûrement être étudiée. M^{me} Capeder ne saurait envisager sérieusement de demander aux familles de garder leurs enfants à la maison pendant 18 mois, alors qu'ils sont officiellement placés dans l'institution.

Questions de la commission

Un commissaire libéral-radical souhaiterait savoir combien aurait économisé la Ville si, dès le départ, on avait réalisé la crèche de Châteaubriand sur deux niveaux. Il souhaite aussi savoir pourquoi cela n'a pas été fait ainsi. M^{me} Charollais répond qu'il serait possible de chiffrer le surcoût objectif du rajout d'un niveau, mais chiffrer le coût de cette crèche-là sur deux niveaux serait beaucoup plus complexe et le résultat resterait théorique. Il est rappelé que l'actuelle crèche avait coûté 5 millions de francs. M^{me} Charollais explique que les crèches de la taille de Châteaubriand, qui peuvent accueillir 90-100 enfants, répondent à une idée très récente. A l'époque où cette institution a été construite, la Ville n'enviait pas que les crèches accueillent plus de 60 enfants.

Un commissaire démocrate-chrétien rappelle que l'ancien magistrat en charge du dossier de la petite enfance, M. Tornare, voulait éviter les «usines à bébés». Maintenant, la politique dans ce domaine a changé, de même que la manière d'envisager les crèches. Plusieurs commissaires rappellent qu'un ancien conseiller municipal avait rédigé un projet d'arrêté en faveur de la surélévation de cette crèche (PA-97). Projet accepté par le Conseil municipal. Un commissaire libéral-radical confirme que l'ancien magistrat en charge de la petite enfance n'aimait pas les grandes crèches. Il se dit satisfait de l'évolution de la politique dans ce domaine. On peut s'attendre maintenant à être saisi d'une demande de crédit pour le rehaussement de la crèche du Foyer de Sécheron.

S'agissant de l'estimation des coûts dans la proposition PR-1013, un commissaire libéral-radical suggère de baisser le chiffrage des imprévus, actuellement estimés à 30 000 francs. M. Meylan répond que le service est très attentif à cette dépense. Le but n'est pas de dépenser intégralement ce montant, même si la plupart du temps il est entièrement utilisé.

M^{me} Capeder tient à signaler que la manière de percevoir les crèches n'a pas changé. Les crèches de 60 places continuent de répondre mieux aux besoins des enfants que les crèches plus grandes. Ce qui a changé c'est le contexte auquel la Ville se voit contrainte de s'adapter par pragmatisme. Un commissaire libéral-radical salue la vision pragmatique adoptée aujourd'hui. La vérité est qu'on manque de place et que la pression de la demande est très importante.

Un commissaire socialiste souhaiterait savoir s'il serait possible d'avancer le début des travaux, sachant que l'autorisation de construire est en force. Elle demande si avancer le chantier sera compatible avec le calendrier de la rentrée scolaire. Elle souhaiterait savoir, par ailleurs, comment sera compensée la perte des espaces de jeu, qui sont actuellement situés sur le toit de l'institution de Châteaubriand.

M. Meylan répond que le démarrage des travaux dépend surtout du calendrier du Conseil municipal, qui doit se prononcer sur la demande de crédit. Les architectes, de leur côté, sont prêts à démarrer le chantier. M^{me} Charollais fait observer que le calendrier du démarrage des travaux ne s'accordera pas forcément avec le planning du placement des enfants. M^{me} Capeder signale que les inscriptions pour la rentrée 2013/2014 sont closes. La crèche est déjà pleine pour la prochaine rentrée. A son avis, il conviendrait d'envisager sérieusement l'option des pavillons provisoires. Au sujet de la perte des surfaces de jeu en toiture, M^{me} Capeder fait observer que la crèche de Châteaubriand est située dans un périmètre privilégié, offrant beaucoup d'espaces verts. Le cadre général est bon, malgré la perte des places de jeu du haut.

Un commissaire libéral-radical se montre étonné de l'importance de la surface de la salle de colloque du niveau supérieur. M. Petitpierre fait observer qu'il y aura dans cette crèche beaucoup d'employés. M^{me} Capeder évoque les normes de l'Office cantonal de l'inspection et des relations de travail (OCIRT). Elle estime que la salle de pause et de colloque a une taille appropriée par rapport au nombre de personnes qui vont l'utiliser. Le commissaire libéral-radical réplique qu'il serait surpris que les 40 employés prévus prennent leur pause en même temps. Il marque aussi son étonnement devant l'importance du hall d'entrée, situé au niveau inférieur. M. Petitpierre fait observer que cet espace s'avère nécessaire en raison du nombre d'enfants et de parents qui s'y succèdent à différents moments de la journée, dans un laps de temps assez restreint. Un commissaire libéral-radical souhaiterait connaître la position de l'OCIRT sur le taux d'occupation ainsi que sur les surfaces des différents locaux de la crèche de Châteaubriand. M^{me} Capeder réplique que, effectivement, 40 personnes vont prendre leur pause en même temps, à midi, pendant la sieste des enfants.

Un commissaire d'Ensemble à gauche se montre étonné que les pavillons provisoires ne soient pas compris dans la demande de crédit. La cheffe du SDPE insiste pourtant beaucoup pour qu'on envisage cette option. M^{me} Charollais répond que la question des pavillons provisoires doit être considérée comme un dernier recours, quand aucune autre solution ne peut être trouvée, ce d'autant qu'au moment de les équiper, leur coût peut s'avérer considérable. A sa connaissance, il y a, dans ce quartier, un certain nombre de crèches en voie de construction, y compris des crèches privées. A son avis, toutes les pistes ne sont pas épuï-

sées. Elle assure que, si les pavillons s'avéraient nécessaires, ils feraient l'objet d'un complément de la demande de crédit.

Un commissaire des Verts s'enquiert de la différence entre une halte-garderie et une crèche de dépannage. M^{me} Capeder explique que la halte-garderie répond à des besoins très ponctuels, tels que la nécessité de faire garder un enfant pendant un rendez-vous exceptionnel. Par contre, la crèche de dépannage, dont l'utilité est de plus en plus avérée, sert à faire face à des situations d'urgence plus longues. Elles permettent souvent aux familles de bénéficier d'un placement en attendant une place fixe régulière dans une crèche.

Un commissaire des Verts se demande s'il ne serait pas judicieux de créer plus de places fixes que de multiplier les offres temporaires. Il tient à dire qu'il est rassuré du fait que la philosophie sur la taille des crèches n'ait pas changé. Il attire l'attention sur la diffusion des maladies contagieuses lors d'une trop grande concentration d'enfants dans un même lieu. M^{me} Capeder explique que les besoins des familles évoluent beaucoup. Les offres de placement temporaire s'avèrent très importantes dans les moments de transitions professionnelles et sont des soupapes appréciées dans la situation actuelle. M^{me} Capeder confirme que les enfants d'une même classe d'âge seront divisés dans deux sous-groupes. Lorsqu'on doit gérer une grosse institution, il faut adapter la stratégie de prise en charge des pensionnaires.

En regardant les plans, un commissaire des Verts a l'impression que le gain de place n'est pas très important. Il regrette que le projet ne prévoie pas de mettre à disposition des places pour charrettes à vélos, à l'extérieur de l'institution. Il suggère d'ajouter cette demande au programme des travaux. M^{me} Capeder répond que les espaces de vie ont été concentrés à l'étage, et que les espaces communs ont été centralisés au rez-de-chaussée, en veillant à éviter les situations de surcharge.

Un commissaire démocrate-chrétien souhaite savoir pourquoi la crèche ne sera pas connectée au réseau Genève-Lac-Nations (GLN). Hors séance, voici la réponse reçue de M^{me} Charollais: *Le réseau d'eau du lac existant GLN (Genève-Lac-Nation) dessert actuellement les secteurs de Nation et de Sécheron. A ce jour, il n'est pas prévu d'extension de ce réseau vers le secteur Châteaubriand. Toutefois les Services industriels de Genève (SIG) travaillent sur un nouveau projet de réseau «Génilac» qui passerait dans le périmètre de la rade à proximité de la parcelle. Les principes techniques définitifs, ainsi que les délais d'exécutions de ce projet ne sont pas encore connus. Dès lors la possibilité de phasage avec la construction de la crèche est peu probable. Néanmoins, comme indiqué dans la proposition PR-1013: «Dans le cas où un réseau d'eau du lac (type Génilac) serait opérationnel avant le début des travaux, le raccordement serait possible*

sans modification du concept.» Le Fonds énergie des collectivités a également précisé dans son avis d'attribution que la priorité devrait être donnée à une solution type «GeniLac» si cela était possible, c'est-à-dire si cette solution peut s'inscrire dans un planning opérationnel acceptable. A défaut, c'est bien la solution de base qui sera réalisée et subventionnée également.

Discussion

Un commissaire des Verts souhaiterait auditionner les éducatrices de la crèche de Châteaubriand, afin de savoir si le projet correspond aux besoins de leurs fonctions.

Un commissaire libéral-radical souhaite connaître les normes OCIRT définissant les surfaces des locaux des crèches, ainsi que les surfaces de différents locaux prévus dans l'extension en surélévation de la crèche De-Châteaubriand. Il demande également un exposé sur le fonctionnement des tournus des pauses de midi parmi les éducateurs/trices de l'institution.

Hors séance, voici les réponses reçues à ce sujet:

Normes OCIRT définissant les surfaces des locaux des crèches et surfaces de différents locaux prévus dans l'extension en surélévation de la crèche De-Châteaubriand

En accord avec l'OCIRT, les mandataires nous ont communiqué que les valeurs de référence pour le calcul de surfaces sont les suivantes:

- 0.8 m² / personne pour les vestiaires;
- 2-3 m² / personne pour les locaux de pauses avec un nombre de personnel peu important;
- 2 m² / personne pour les locaux de pauses avec un nombre de personnel important.

Ces chiffres prennent déjà en compte le fait que tout le personnel n'est pas là en même temps. Si cela devait être le cas les m² par personne seraient plus importants. Dans notre cas, l'estimation du nombre de personnel est de 35-40 personnes. En prenant 2 m² / personne (calcul minimum), nous arrivons à 70-80 m². Les locaux communicants mesurent 28 m² (pause) + 48 m² (réunion), soit 76 m². Nous sommes donc dans les m² de référence.

Fonctionnement des tournus des pauses entre les éducateurs/trices de l'institution

Concernant les tournus et les pauses, M^{me} Capeder a indiqué en séance du 10 avril 2013 que la grande majorité des éducatrices prend sa pause de manière

simultanée, lors de la sieste des enfants. Pendant ce moment, la surveillance des siestes est assurée par tournus, par un nombre très restreint de personnel. M^{me} Charollais confirme ces informations.

Un commissaire d'Ensemble à gauche propose d'auditionner M^{me} Esther Alder. Il a en effet remarqué que M^{me} Capeder était un peu embarrassée face aux questions sur les pavillons provisoires et le maintien de la crèche de Merck-Serono. Un commissaire d'Ensemble à gauche souhaiterait auditionner des représentants du comité de la crèche et des représentants des parents. Un commissaire de l'Union démocratique du centre demande l'audition de M^{me} Esther Alder et de la direction de la crèche. Un commissaire socialiste déclare que son parti n'approuvera aucune des auditions proposées. Elle rappelle que le projet bénéficie d'une autorisation de construire qui est en force. Les socialistes souhaitent que le projet aille de l'avant. Un commissaire de l'Union démocratique du centre plaide pour une audition de la magistrate Esther Alder. A son avis, les employés de la Ville et de la crèche ne sont pas en mesure de répondre à toutes les questions.

Le président soumet successivement à l'approbation de la commission des travaux et des constructions les demandes d'auditions: des éducatrices, de la magistrate et de la direction ainsi que de l'association des usagers de la crèche de Châteaubriand.

Toutes les demandes d'auditions sont successivement refusées à la majorité.

Séance du 8 mai 2013

Le point à l'ordre du jour pour la proposition PR-1013 a été reporté.

Séance du 22 mai 2013

Discussions et vote

Un commissaire des Verts annonce que les commissaires du groupe voteront favorablement la proposition PR-1013, un projet qu'ils trouvent beau et intéressant.

Un commissaire d'Ensemble à gauche annonce que son groupe votera également en faveur de la proposition PR-1013.

Les commissaires socialistes voteront aussi en faveur de l'approbation de la proposition PR-1013.

Un commissaire libéral-radical juge le projet cher. En outre, la question de l'optimisation de l'utilisation de l'espace en regard des normes en la matière reste

posée. A son avis, la Ville pourrait faire un meilleur usage de certains de ses locaux, situés à proximité de la crèche De-Châteaubriand. Les commissaires du Parti libéral-radical voteront cependant favorablement la proposition PR-1013.

Un commissaire du Mouvement citoyens genevois juge que le projet est cher et aurait souhaité le renvoyer pour examen à la commission des finances.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre, au nom des commissaires de l'UDC, votera favorablement ce projet dont il apprécie le fait qu'il s'agit d'une surélévation.

Au nom du Mouvement citoyens genevois, un commissaire MCG votera favorablement la proposition PR-1013.

Le Parti démocrate-chrétien votera favorablement la proposition PR-1013. Son commissaire exprime toutefois la crainte que beaucoup d'enfants soient concentrés au même endroit. Il regrette que M^{me} Esther Alder, l'actuelle magistrate chargée du département de la cohésion sociale (SJS) ne partage pas la position de l'ancien magistrat Manuel Tornare, qui était opposé aux «usines à bébés».

Vote sur la proposition PR-1013

Le président soumet la proposition à l'approbation de la commission des travaux et des constructions, la proposition PR-1013 est adoptée par 11 oui (1 EàG, 2 Ve, 2 S, 3 LR, 2 UDC, 1 MCG) et 1 abstention (MCG).

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 6 193 500 francs, dont à déduire une subvention du Fonds énergie des collectivités de 150 000 francs, soit un crédit net de 6 043 500 francs destiné à la réalisation d'un niveau supplémentaire à l'espace de vie enfantine, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 043 500 francs.

Art. 3. – Un montant de 130 200 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Art. 4. – La dépense nette prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le montant de 600 000 francs du crédit d'étude voté le 23 mai 2011, soit un montant total de 6 643 500 francs, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2015 à 2044.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toutes servitudes à charge et au profit de la parcelle concernée.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 290 000 francs destiné à l'équipement d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment surélevé, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 290 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2015 à 2024.

PROJET DE DÉLIBÉRATION III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 155 000 francs destiné à l'équipement en mobilier et jeux ainsi qu'en matériel informatique et téléphonie pour la réalisation d'un niveau supplémentaire à l'espace de vie infantine, situé place De-Châteaubriand 2, sur la parcelle N° 5175, feuille 4 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 155 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 8 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2015 à 2022.